

## ACCORD DE PÊCHE UNION EUROPÉENNE- MAROC

# Les Sahraouis et le Front Polisario invités d'honneur – et de droit – au Parlement européen

*Les députés marocains et quelques europarlamentaires fidèles au Makhzen ont eu beau, hier, chercher les entourloupes et multiplier les triches, rien n'y a fait. Les eaux territoriales sahraouies sont un sérieux problème pour le renouvellement de l'accord de pêche entre Bruxelles et Rabat.*

Bruxelles - Aziouz Mokhtari

Si, d'emblée, le cadre a été tracé pour limiter l'ampleur des désaccords (rapport du Polisario le 7 février prochain devant la Commission pêche, reconnaissance de fait que la question sahraouie relève de l'ONU...), il n'en reste pas moins que l'hypocrisie de la Commission européenne, l'exécutif, en définitive de l'Union, a été mise en exergue lors des débats.

La veille, c'est le ministre hongrois des Affaires étrangères, dont le pays préside actuellement l'UE, qui a mis les pieds, les deux en avant, dans le plat.

Il déclarait ne pas être informé de l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc. Façon pour la présidence tournante de l'Europe de mettre la pression sur le Maroc pour l'emmener à, encore, davantage de concessions aux grandes puissances marines de l'Europe, Espagne, Italie, France...

Fin février, c'est l'échéance finale de l'actuel traité de pêche entre Rabat et Bruxelles. Il faudra donc négocier ferme. Les dés, pourtant, même pipés, ne sont plus les mêmes. La révolution du jasmin de Tunisie, le repositionnement du Polisario sur la scène internationale et surtout l'affaiblissement de la France et de l'Espagne redistri-



Photos : DR

buent, en faveur du peuple sahraoui, les cartes. Plusieurs pays européens, à la tête desquels la Suède, ont d'ores et déjà annoncé leur intention d'exclure la façade atlantique sahraouie du futur accord avec le Maroc. Comme l'ont fait les Etats-Unis. Cette solution conforme à l'esprit et à la lettre du droit international a, pourtant, été contournée par la Commission Barroso pour s'adonner à un véritable pillage des richesses halieutiques du Sahara occidental.

Hier, pourtant, quelque chose d'important s'est produit à la salle ASP5E2 du Parlement européen de Bruxelles. Même les plus zélés soutiens du Maroc parmi les Européens n'osèrent pas dire que le problème sahraoui ne

faisait pas obstacle au renouvellement de l'accord. Une prorogation d'un an en attendant l'ONU ?

Pas sérieux et pas crédible, protestent Raoul Romeva, Espagne, et Milana, Italie. «Cela reviendrait à offenser l'actuel Parlement» en le privant d'un débat doctrinal de fond. Pour plusieurs eurodéputés au sein de la Commission Maghreb du Parlement européen, la solution est simple : exclure les eaux territoriales sahraouies de l'accord. Elle est juste et elle est américaine. Comme en Tunisie, le 7 février prochain le Polisario présentera son rapport pêche devant la Commission et fin février, la Commission devra trancher. Choisir le droit ou le pillage.

A. M.

## SELON OMAR EL BECHIR : Le Soudan «n'est pas en deuil» de la sécession du Sud

Le Soudan «n'est pas en deuil» de la sécession du sud du pays, vaste région qui s'est prononcée, selon les résultats préliminaires, avec une majorité écrasante en faveur de son indépendance, a assuré hier le président Omar el-Béchir.

«Je vais vous annoncer les résultats du référendum avant que la commission ne le fasse. La sécession est devenue réalité, 99% des Sudistes ont choisi la sécession et cela ne nous rend pas tristes», a déclaré le président lors d'un discours à ad-Damer, ville située à 300 km au nord de Khartoum.

«Nous ne sommes pas en deuil et je répète ce que j'ai déjà dit par le passé : nous irons au Sud afin de fêter le résultat avec les Sudistes. La sécession n'est pas la fin de l'Histoire, c'est un nouveau début», a-t-il ajouté dans cette allocution retransmise à la télévision nationale. Les Sud-Soudanais se sont prononcés à 98,81% en faveur de l'indépendance lors d'un référendum tenu du 9 au 15 janvier, selon les résultats préliminaires diffusés par la commission référendaire. Celle-ci doit annoncer les résultats définitifs entre le 7 et 14 février prochain.

Ce scrutin est le point d'orgue de l'accord de paix ayant mis fin à plus de deux décennies de guerre civile entre le Nord, musulman et en grande partie arabe, et le Sud, afro-chrétien, un conflit à l'origine de deux millions de morts entre 1983 et 2005.

Omar el-Béchir s'était rendu à Juba, la capitale sudiste, quelques jours avant le début du scrutin pour renouer publiquement son engagement à respecter l'issue du vote.

Il avait promis de fêter avec les Sud-Soudanais les résultats de cette consultation même si elle aboutissait à la partition du Soudan, plus grand pays d'Afrique. Ces propos avaient contribué à apaiser les tensions entre le nord et le sud du pays, a indiqué hier le président de la commission référendaire Mohamed Ibrahim Khalil, lors d'une conférence de presse à Khartoum.



## LIBAN

# Le candidat du Hezbollah, Najib Mikati, chargé de former le cabinet

*Le candidat du puissant Hezbollah, le milliardaire Najib Mikati, a été chargé hier de former le futur gouvernement au Liban, une nomination dénoncée par son rival Saâd Hariri dont des milliers de partisans ont manifesté parfois violemment dans plusieurs villes.*

Cette nomination a suivi la chute du gouvernement Hariri provoquée par la démission le 12 janvier des ministres du camp du Hezbollah, hostile à l'enquête du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) chargé de juger les responsables de l'assassinat de l'ex-Premier ministre et père de Saâd, Rafic Hariri.

Elle permet au mouvement chiite armé du Hezbollah de contrôler le gouvernement. La coalition de M. Hariri avait le contrôle du Parlement après les législatives de 2009, mais avec le changement de camp des alliés de M. Mikati et de ceux du leader druze Walid Joumblatt, c'est le camp du Hezbollah qui

détient désormais de facto la majorité parlementaire.

Appuyé par Damas et Téhéran mais considéré comme un groupe terroriste par Washington, le Hezbollah s'attend à ce qu'il soit mis en cause dans cet acte d'accusation et avait sans succès tenté d'obtenir de Saâd Hariri de désavouer ce tribunal.

Agé de 55 ans, Najib Mikati, magnat des télécoms, devra s'attaquer au problème épineux du TSL, objet d'un bras de fer qui dure depuis des mois entre les forces politiques. Le Hezbollah a dit souhaiter que le prochain gouvernement cesse toute coopération avec le TSL, en suspendant notamment le financement liba-

nais et en retirant les juges libanais. Cette nomination «n'est pas une victoire d'un camp contre l'autre. C'est la victoire de la réconciliation aux dépens des divergences», a dit M. Mikati après sa rencontre avec le président Michel Sleimane qui a émis le décret. Il a dit «tendre la main à toutes les parties».

Le camp Hariri a affirmé d'ores et déjà fait savoir qu'il boycotterait tout cabinet dirigé par un candidat soutenu par le Hezbollah. L'annonce de la nomination a été précédée par des manifestations pro-Hariri, les partisans du Premier ministre en exercice accusant le Hezbollah de «coup d'Etat», M. Hariri étant considéré comme le leader le plus populaire de la communauté sunnite au Liban. A Tripoli (Nord), où la majorité des écoles et des commerces ont fermé, des milliers de personnes ont manifesté en por-

tant des drapeaux libanais et des photos de Saâd Hariri.

Certains ont brûlé une photo de M. Mikati, originaire de Tripoli. «Le projet iranien ne passera pas par Tripoli», lit-on sur les pancartes.

Une foule en colère a aussi attaqué et incendié un véhicule de transmission atellite d'Al-Jazira, considérée comme sympathisante du Hezbollah, et saccagé le bureau d'un député rival à Tripoli.

Dans le Sud, les principaux axes à Saïda ont été bloqués par des manifestants, alors que dans plusieurs quartiers de la capitale, les manifestants ont incendié des bennes et des pneus. L'armée était déployée en force dans plusieurs régions.

M. Mikati, magnat des télécoms qui entretient de bonnes relations avec la Syrie, ancienne puissance de tutelle, a obtenu le

soutien de 68 députés sur 128. Selon le magazine *Forbes*, il a amassé une fortune estimée à 2,5 milliards de dollars.

Le poste de Premier ministre est réservé par tradition à la communauté sunnite dans ce pays multiconfessionnel.

La nomination d'un Premier ministre soutenu par le Hezbollah fait craindre à la communauté internationale la formation d'un gouvernement pro-iranien, ce que nie le Hezbollah.

Les Etats-Unis ont d'emblée mis en garde contre l'impact qu'un pouvoir accru du Hezbollah pourrait avoir sur l'aide américaine au Liban.

La crise politique ravive le spectre des violences confessionnelles de 2008, quand des combats entre sunnites et chiites avaient fait une centaine de morts et mené le pays au bord d'une nouvelle guerre civile.